



## PROJET DE MARCHE B24-04620-KD

### ENTRE

**LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,  
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup>,  
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,  
représenté par \_\_\_\_\_ agissant en qualité de \_\_\_\_\_,  
ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

### ET

**La société** \_\_\_\_\_,  
dont le siège social est situé \_\_\_\_\_,  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de \_\_\_\_\_ sous le numéro R.C.S \_\_\_\_\_,  
représentée par Monsieur \_\_\_\_\_, agissant en qualité de \_\_\_\_\_,  
ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 - DEFINITION DES PRESTATIONS</b>	<b>4</b>
4.1 - Prestations forfaitaires	4
4.2 - Prestations sur devis	5
<b>ARTICLE 5 - DUREE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>6</b>
6.1 - Mise à disposition de fichiers ou programmes informatiques	6
6.2 - Accès au Centre	7
<b>ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE ENVERS SON PERSONNEL</b>	<b>7</b>
7.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale	7
<b>7.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>7</b>
8.1 - Dispositions générales	7
8.2 - Confidentialité	8
8.3 - Obligation de conseil et d'information	8
8.4 - Sous-traitance	8
8.5 - Réunions	8
<b>ARTICLE 9 - REMISE DES ELEMENTS DU PRODUIT INFORMATIQUE</b>	<b>8</b>
9.1 - Dispositions générales	9
9.2 - Format des produits informatiques remis	9
9.3 - Restitution des livrables remis par le CEA	9
<b>ARTICLE 10 - DROITS DE PROPRIETE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 - GARANTIE</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 13 - ASSURANCES</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 14 - PRIX</b>	<b>11</b>
14.1 - Prestations forfaitaires	11
14.2 - Prestations hors forfaits	11
<b>ARTICLE 15 - PENALITES</b>	<b>12</b>
15.1 - Retards	12
15.2 - Non-respect d'une mise en demeure	12
15.3 - Application des pénalités	12
<b>ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION</b>	<b>12</b>
16.1 - Prestations forfaitaires	12
16.2 - Prestations hors forfaits	13
<b>ARTICLE 17 - FACTURATION - REGLEMENT</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 19 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 20 - REGIME FISCAL</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 21 - CONCLUSION DU MARCHE</b>	<b>14</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les prestations relatives au développement et qualification du logiciel de vol du projet NanoMagSat.

Dans le présent marché, la notion de « produit informatique » désigne, outre les éléments visés à l'article 33 des Conditions Générales d'Achat du CEA, la version qui sera fournie par le Titulaire au CEA en application du présent marché et la documentation associée comprenant notamment l'ensemble des fonctionnalités, instructions et données écrites, un guide utilisateur et un manuel de référence, ainsi que les produits informatiques et la documentation qui seront livrés au titre de la garantie.

Les prestations du marché relèvent d'une obligation de résultat.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

**2.1** - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé B24-04620-KD avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé NMS-CEA-CDC-016 en date de 02/10/2024, plans, etc.) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_, à titre supplétif.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

**2.2-** L'annexe n°1 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant » fait partie intégrante du présent marché.

## **ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS**

### **Correspondants du CEA**

#### **Correspondant technique du CEA :**

M. Olivier DEBICKI - DRT/LETI/DSYS/SSCE/LAIC  
Tél : 04.38.78.56.84  
Email : [olivier.debicki@cea.fr](mailto:olivier.debicki@cea.fr)

#### **Correspondants commerciaux du CEA :**

Kevin DI CARO - Service des Marchés et Achats - Tél : 06.70.94.26.20 Email : [kevin.dicaro@cea.fr](mailto:kevin.dicaro@cea.fr)

Isabelle BOREL - Service des Marchés et Achats - Tél : 04.38.78.13.36  
Email : [isabelle.borel@cea.fr](mailto:isabelle.borel@cea.fr)

Comptabilité fournisseur :  
Tél : 01 69 08 47 50  
Email : S3C\_GRE@cea.fr  
RELANCES@cea.fr

### **Correspondants du Titulaire**

Correspondant technique du Titulaire :

\_\_\_\_\_ - Tél : \_\_\_\_\_

Correspondant commercial du Titulaire :

\_\_\_\_\_ - Tél : \_\_\_\_\_

En cas d'indisponibilité d'un des correspondants, la partie concernée informe l'autre de la désignation d'un nouvel interlocuteur.

### **ARTICLE 4 - DEFINITION DES PRESTATIONS**

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans les cahiers des charges précités, sans l'accord préalable écrit du CEA.

#### **4.1 - Prestations forfaitaires**

Les Prestations, précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent marché, comprennent les tâches détaillées ci-après, T0 étant la date de démarrage du marché indiqué à l'article 5 du présent marché :

WORKPACKAGE 1 : MANAGEMENT ET QUALITE			
Tâche	Objet	Livrables attendus	Date de livraison
1	Management	L1-1 Compte-Rendu de l'avancement du projet (planning, points critiques)	Tous les mois
		L1-2 Processus du cycle de vie du logiciel et préparer les revues SRR, PDR, DDR, QR et AR conformément au document ECSS-E-ST-40C	T0 + 18 mois (Revues SSR PDR & DDR) & T0 + 24 mois (Revues QR & AR)
2	Qualité	L2-1 Rédaction du « Software Requirement Specification. »	T0 + 12 mois
		L2-2 Documentation spécifiés dans les « Documents Requirement List » (article 7.1.2.3 du cahier des charges)	T0 + 12 mois (Documents pour le DDR) &

			T0 + 24 mois (Documentation complémentaire)
--	--	--	--

WORKPACKAGE 2 : LOGICIEL DE VOL			
3	Développement d'un démonstrateur minimaliste utilisable dans le contexte d'un démonstrateur de type Flat Sat	L3-1 Document écrit sur les spécifications détaillées	T0 + 3 mois
		L3-2 Tests unitaires pour valider et qualifier l'implémentation d'un protocole de communication (de type KISS protocol) résilient à la perte de donnée au sein du driver RS232	
		L3-3 Binaire et code source du démonstrateur minimaliste	
		L3-4 Description détaillée et manuel utilisateur	
4	Support pour développer la partition scientifique avec LVCUGEN en utilisant l'APPDK	L4-1 Un exemple d'environnement de test d'une partition basé sur l'Application Development Kit fourni avec LVCUGEN	T0 + 6 mois
		L4-2 formation de 2 jours sur l'utilisation de l'APPDK(matériels de formations, présentation)	T0 + 6 mois
5	Intégration et qualification du logiciel de vol	L5-1 Métrique (Mesures) et budget du logiciel de vol (pour la partition non-scientifique) et logiciel de boot compatible avec le niveau d'exigence spécifié	T0 + 18 mois
		L5-1 Code source et binaire du logiciel de boot	
		L5-2 Pilotes (fichiers) Watchdog compatible avec les exigences de la partition HSEM	
		L5-3 Pilotes (fichiers) NVM compatibles avec l'API SSIS utilisée par la partition MMDL	
		L5-4 Le code source et le binaire du logiciel de vol	

## 4.2 - Prestations sur devis

Les Prestations sur devis, telles que détaillées à l'article 7.3 du cahier des charges sont notamment :

- des prestations d'évolution (*update*) du ou des produits informatiques,
- des prestations de corrections de bugs au-delà de la garantie,
- des mises à jour documentaires.

Pour ces prestations complémentaires, le CEA adresse au Titulaire, par courrier ou par email, une expression de besoin.

Le Titulaire adresse au CEA dans un délai de 10 jours maximum suivant la demande, une offre détaillée faisant apparaître une proposition technique et une proposition financière basée sur les taux journaliers détaillés à l'article 14.2.

L'offre du Titulaire doit être valable au moins deux mois à compter de sa date de réception par le CEA.

Le CEA se réserve le droit d'accepter ou non le devis.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations correspondantes qu'après avoir reçu un ordre de service formalisé du CEA, passé en référence du présent marché et acceptant son offre.

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément à l'expression de besoin susvisée. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

## **ARTICLE 5 - DUREE**

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de quatre (4) ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 soit jusqu'au 31 décembre 2028.

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations forfaitaires dans un délai de 24 mois.

*\* Les dates seront actualisées dans le marché définitif en fonction de la date effective de démarrage souhaitée par le CEA.*

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les Prestations sont effectuées dans le périmètre désigné au cahier des charges, sur le site du CEA de Grenoble.

### **6.1 - Mise à disposition de fichiers ou programmes informatiques**

Dans le cadre des Prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut mettre à la disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes sources, codes objets, codes exécutables).

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des ensembles mis à la disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des Prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer les éléments relatifs à celles-ci qu'aux membres de son personnel appelés à travailler pour exécuter les Prestations considérées. A l'issue des Prestations, le Titulaire doit restituer sans délais les fichiers ou programmes au CEA, ainsi que les données concernées et n'en conserver aucune trace.

## **6.2 - Accès au Centre**

Les conditions d'accès au Centre et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2024, les jours de fermeture sont les 2 janvier, les 10 et 20 mai, le 16 août, le 31 octobre, les 23, 24, 26, 27, 30 et 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

Ces journées ne donnent droit à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire.

## **ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE ENVERS SON PERSONNEL**

### **7.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale**

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

### **7.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés**

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSi » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

## **ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE**

### **8.1 - Dispositions générales**

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

## **8.2 - Confidentialité**

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

## **8.3 - Obligation de conseil et d'information**

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

## **8.4 - Sous-traitance**

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

## **8.5 - Réunions**

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire. Ces réunions se feront à la demande du CEA et auront lieu a minima une fois par mois.

Ces réunions permettent de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des Prestations,
- respect des dispositions du cahier des charges,
- examen des problèmes rencontrés.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 5 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

## **ARTICLE 9 - REMISE DES ELEMENTS DU PRODUIT INFORMATIQUE**

Le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des éléments du produit informatique exigés par le cahier des charges.

La remise de tous ces éléments est une condition de Réception des Prestations par le CEA.



## **9.1 - Dispositions générales**

A la demande du CEA et dans le délai fixé par ce dernier, le Titulaire remet une nouvelle version des éléments du produit informatique suite aux remarques formulées par le CEA.

A défaut, il sera fait application de l'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

## **9.2 - Format des produits informatiques remis**

Les produits informatiques sont remis sur support ou accessible en ligne selon ce qui est mentionné dans le cahier des charges.

Sauf mention contraire du cahier des charges, tous les produits informatiques remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD dans la version docx pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL dans la version xlsx pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT dans la version pptx,
- Microsoft PROJECT 2010 sous WINDOWS pour les documents de type planning,
- Fichier texte (langage TCL, Skill, python...) pour les documents de type procédures informatiques

Chacun d'eux est remis au CEA sur la plateforme Tuleap mise à disposition par le CEA.

## **9.3 - Restitution des livrables remis par le CEA**

Les livrables (documents et/ou tout bien) remis au Titulaire par le CEA dans le cadre du présent marché doivent être restitués au CEA sous la forme dans laquelle ils lui ont été remis (papier ou informatique) à l'échéance du présent marché ou, en cas de dénonciation du marché par l'une ou l'autre des parties, à la date de la prise d'effet de cette dénonciation. La restitution de ces livrables est une condition de la Réception des Prestations par le CEA.

## **ARTICLE 10 - DROITS DE PROPRIETE**

Les droits de propriété intellectuelle et/ou le savoir-faire afférents aux Résultats (comprenant les produits informatiques) résultant de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Tous les Résultats, sont la propriété exclusive du CEA à compter de leur élaboration.

A cet effet, le Titulaire cède à titre exclusif au CEA, l'intégralité de ses droits patrimoniaux de propriété intellectuelle et, le cas échéant de producteur de base de données, afférents à l'ensemble des Résultats et ce, au fur et à mesure de leur conception, pour tous pays et pour la durée légale des droits de propriété intellectuelle y afférents, dans les conditions précisées au chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire garantit au CEA qu'il détient tous les droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du marché et à l'utilisation des Résultats.

Le Titulaire garantit en particulier le CEA contre toutes conséquences dommageables résultant de toute revendication ou réclamation de tiers en lien avec les Résultats dans les conditions précisées à l'article 12.5 du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

## **ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS**

A la fin de chaque tâche, les Prestations font l'objet d'une procédure de vérification et de Réception par le CEA, qui donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Le Titulaire doit avoir remis au CEA l'ensemble des documents et ces derniers doivent avoir été approuvés sans réserve par le CEA.

La date de signature du procès-verbal de Réception des Prestations est le point de départ de la garantie.

## **ARTICLE 12 - GARANTIE**

Pendant un délai d'un an à compter de la date de la Réception définitive des Prestations, le Titulaire s'engage à corriger, à ses frais, tout défaut apparent ou caché quel qu'il soit affectant les produits informatiques objets des Prestations, notamment toute erreur, dysfonctionnement, insuffisance, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA conformément aux Conditions Générales d'Achat du CEA.

Pendant la période de garantie, le Titulaire s'engage à intervenir gratuitement pour corriger les défauts mentionnés ci-dessus dans les délais qui sont fixés dans le cahier des charges, suivant la réception d'une télécopie de demande d'intervention du CEA. Ces prestations sont effectuées tous les jours, du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00.

Pendant ce délai de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

Si le Titulaire ne respecte pas l'obligation ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger les Prestations par un tiers aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier ne puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou afférents au savoir-faire.

## **ARTICLE 13 - ASSURANCES**

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent marché, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les dispositions de l'article 38.2 du chapitre précité sont complétées comme suit.

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription pour son compte, par le CEA, des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 120 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais d'assainissement et/ou de décontamination.

Le Titulaire est informé qu'aux termes de ladite police, les assureurs du CEA renoncent à tous recours à l'encontre de toutes personnes présentes sur un site CEA à sa demande et avec son autorisation.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 500 000 € par sinistre pour les dommages de nature conventionnelle et à 10 000 000 € par sinistre pour les dommages de nature nucléaire. S'agissant du bâtiment 41, la franchise pour les dommages de nature nucléaire s'élève à 50 000 000 € par sinistre.

Cette police comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions

sont susceptibles d'être modifiées, sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

## **ARTICLE 14 - PRIX**

### **14.1 - Prestations forfaitaires**

Le montant ferme et forfaitaire des Prestations du présent marché est de \_\_\_\_\_ € HT ( \_\_\_\_\_ euros hors taxes) décomposé comme suivant :

<b>WORKPACKAGE 1 : MANAGEMENT ET QUALITE</b>		
Tâche	Objet	Prix forfaitaires en € HT
1	Management - Livrable L1-1	_____ € par mois soit _____ € pour toute la durée de la tâche (24 mois)
	Management – Livrable L1-2	_____ € (à T0+18 mois) _____ € (à T0+24 mois)
	Qualité - Livrable L2-1	_____ €
2	Qualité - Livrable L2-2	_____ € (à T0+12 mois) _____ € (à T0+24 mois)
<b>WORKPACKAGE 2 : LOGICIEL DE VOL</b>		
3	Développement d'un démonstrateur minimaliste utilisable dans le contexte d'un démonstrateur de type Flat Sat - Livrables L3-1 à L3-4.	_____ €
4	Support au développement de la partition applicative LVCUGEN interfacée avec l'APPDK - Livrable L4-1	_____ €
	Support pour développer la partition scientifique avec LVCUGEN en utilisant l'APPDK - L4-2	_____ €
5	Intégration et qualification du logiciel de vol L5-1 à L5-4	_____ €

Les prix fixés comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

### **14.2 - Prestations sur devis**

Les prestations sur devis visées à l'article 4.2 du présent marché font l'objet d'ordres de service émis sur la base des taux journaliers suivants :

- Taux journalier junior : \_\_\_\_\_ € HT
- Taux journalier confirmé : \_\_\_\_\_ € HT
- Taux journalier sénior : \_\_\_\_\_ € HT

Le montant annuel des prestations sur devis est plafonné à 15% du montant total HT du marché.

## **ARTICLE 15 - PENALITES**

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

### **15.1 - Retards**

En cas de non-respect des délais fixés pour la remise des livrables prévus au cahier des charges, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 1 pour mille du montant HT du marché par jour calendaire de retard.

### **15.2 - Non-respect d'une mise en demeure**

Par ailleurs, en dehors des cas visés à l'article ci-dessus, dans l'hypothèse où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure et pour le cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA applique une pénalité de 500 euros par jour calendaire de retard.

### **15.3 - Application des pénalités**

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 15 % du montant total HT du marché fixé à l'article « Prix » ci-dessus.

L'application des pénalités est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du présent marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

## **ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION**

### **16.1 - Prestations forfaitaires**

Pour les tâches du WORKPACKAGE 1, les factures sont établies comme suit :

Tâche	Objet	Prix forfaitaires en € HT
1	Management - Livrable L1-1	Facturation mensuelle, selon le montant semestriel indiqué à l'article 14, à la Réception Définitive des livrables concernés
	Management - Livrable L1-2	100% du montant TTC à la Réception Définitive des livrables concernées
2	Qualité - Livrable L2-1	100% du montant TTC à la Réception Définitive des livrables concernées
	Qualité - livrable L2-2	100% du montant TTC à la Réception Définitive des livrables concernées

Pour chacune des tâches du WORKPACKAGE 2, les factures sont établies comme suit :

3	Développement d'un démonstrateur minimaliste utilisable dans le contexte d'un démonstrateur de type Flat Sat - Livrables L3-1 à L3-4.	100% du montant TTC à la Réception Définitive des livrables concernées
4	Support pour développer la partition scientifique avec LVCUGEN en utilisant l'APPDK L4-1	100% du montant TTC à la Réception Définitive des livrables concernées
	Support pour développer la partition scientifique avec LVCUGEN en utilisant l'APPDK - Livrable L4-2	100% du montant TTC à la Réception Définitive des livrables concernées
5	Intégration et qualification du logiciel de vol - Livrables L5-1 à L5-4	100% du montant TTC à la Réception Définitive des livrables concernées

## 16.2 - Prestations sur devis

Les prestations sur devis sont facturées à 100% du montant de l'ordre de service, à la Réception Définitive des livrables définis dans l'ordre de service s'y rattachant.

## **ARTICLE 17 - FACTURATION - REGLEMENT**

### Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay  
S3C - comptabilité fournisseur PC 75  
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex  
Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux conditions de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation des factures, complétées par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay  
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

**ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE [Si fournisseur FR]**

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

**ARTICLE 19 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [si fournisseur étranger]**

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

**ARTICLE 20 - REGIME FISCAL**

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

**ARTICLE 21 - CONCLUSION DU MARCHE**

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

**Fait à Grenoble en un exemplaire,**

**Le**

**Pour le Titulaire,**

**Pour le CEA,**